

## Notre responsabilité

Pour la première fois depuis le début de la Cinquième République, la dissolution est utilisée comme une arme tactique. Ses véritables raisons ne font pas de doute. On sait aujourd'hui que le déficit du budget de l'Etat comme celui de la Sécurité Sociale seront, fin 1997, bien plus élevés que prévu. On sait que les chances sont pratiquement nulles de respecter dans les temps les critères de l'Union Européenne. Le chômage s'accroît. Les promesses de la campagne présidentielle n'ont pas été suivies d'effet. L'échec est patent. Sans cet échec, il n'y aurait pas de dissolution. La dissolution est préventive. Elle n'a été décidée que parce que les gouvernants d'aujourd'hui savent que les choses vont s'aggraver encore. Comme ils sont persuadés que le navire va continuer de s'enfoncer dans la mer, ils prennent rapidement un canot de sauvetage. Ils écopent en attendant des jours meilleurs. Ultime et bien triste symbole, le projet de loi sur la cohésion sociale, qui était lui-même tellement en-deçà des espérances des associations qui oeuvrent au quotidien avec les exclus, est purement et simplement abandonné.

Dans un tel contexte, les responsabilités de la gauche et, en premier lieu, du Parti Socialiste sont considérables. S'appuyant sur le travail important qui a été fait ces derniers mois à l'initiative de Lionel Jospin, les socialistes doivent présenter un projet moderne, fort, mobilisateur.

Ce projet doit être clairement européen. Que les négociations sur l' "euro" se déroulent désormais dans un nouveau contexte, c'est évident ; qu'il soit nécessaire de faire l'Europe sociale au même rythme que l'Europe monétaire, et que l'Europe économique doive être pilotée politiquement, ce sont des exigences qu'il ne faut pas craindre de rappeler. Mais il nous faut affirmer tout aussi fortement notre attachement à ce que la construction européenne avance concrètement, pas après pas dans le respect des engagements qui ont été pris par la France. Les conditions posées ne sont pas, comme certains voudraient le croire, l'habillage rhétorique d'une réévaluation à la baisse de notre ambition européenne. Ce sont, au contraire, des balises que nous positionnons pour une Europe politique et sociale dont la monnaie unique, loin d'être une fin en soi, sera l'un des instruments essentiels.

Notre projet, ce n'est pas le "tout Etat", contrairement à ce qu'annonce Alain Juppé, qui a lancé la campagne sur le ton de la caricature outrancière. Nous avons fait la décentralisation. Nous voulons faciliter la tâche de ceux qui entreprennent, créent, innovent, prennent des initiatives. Nous voulons une société qui privilégie le contrat et la négociation sur la durée du travail, sur les salaires, sur la politique de la santé. C'est tout le contraire de l'étatisme. Nous sommes opposés à la théorie de l' "Etat minimum". Nous ne pensons pas que la privatisation soit le remède magique qui résoudra tous les problèmes. Nous pensons que la France a besoin d'un service public efficace, que c'est l'une de ses forces, l'un de ses atouts, et que ce serait une profonde erreur que de choisir le thatchérisme au moment où les anglais mesurent les dommages induits par ce modèle et choisissent une autre voie.

Allier la perspective européenne, le sens de l'entreprise et de l'innovation dans une économie ouverte, une méthode fondée sur la négociation et le contrat et une puissance publique efficace, garante de notre volonté de maîtriser le cours des choses, pour construire une France plus juste, plus solidaire, pour régler enfin la question de l'emploi et apporter une réponse au chômage des jeunes, qui est un immense gâchis pour la société tout entière : tel est notre projet.

Il ne s'agit pas d'en revenir à 1981. Il s'agit de se donner les moyens de répondre à la crise d'aujourd'hui.

Jean-Pierre Sueur